

Interview

Après Nice, prendre le temps de savoir et de penser : « Daesh nous empêche de voir que la question majeure est politique »

dimanche 24 juillet 2016, par [GORI Roland](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2016).

Pour le psychanalyste Roland Gori, les auteurs des récents attentas sont les monstres du néolibéralisme. Daesh, estime-t-il, est l'arbre qui cache une crise politique profonde et sans issue immédiate, et qu'il devra pourtant falloir régler pour éradiquer ce terrorisme.

Politis : Comment analysez-vous ce qu'il s'est passé à Nice la semaine dernière ?

Roland Gori : La prudence serait de dire qu'on ne sait pas. Que l'on a besoin de temps pour préciser les données à recueillir par des enquêtes, et de temps pour une analyse multidimensionnelle mobilisant la pensée. Nous avons besoin de temps pour penser ce qui nous arrive, et comment nous en sommes arrivés là. Nous avons besoin de comprendre ce qui rapproche chacun de ces meurtres de masse et ce qui les différencie les uns des autres.

Globalement, nous réagissons trop vite. Ce qui peut être justifié, en matière de protection, de sécurité ou d'assistance, ne l'est plus en termes d'information ou d'analyse. Or, les dispositifs d'information et d'analyse sont eux-mêmes atteints, corrompus par les dérives de la « société du spectacle », du « fait divers » qui permet la marchandisation des émotions et des concepts. Cela n'est pas acceptable moralement et politiquement car cela détruit aujourd'hui les bases sur lesquelles se fondent nos sociétés et participe à fabriquer les tragédies que nous traversons. C'est le fonds de commerce de nos ennemis et de leurs alliés objectifs, et de leurs comparses involontaires.

Quelle est la responsabilité des médias ?

Les médias ont une grande responsabilité dans cette affaire : ils participent à la « star académisation » de passages à l'acte criminel, pour certains immotivés – au sens quasi-psychiatrique du terme – réalisés par des personnalités plus ou moins pathologiques n'ayant aucun rapport personnel avec leurs victimes. Ce qui ne veut pas dire que tous ces meurtres relèvent de la même économie, que tous sont commis par des psychopathes ou des psychotiques. Certains sont authentiquement politiques, d'autres appartiennent au fanatisme « religieux », d'autres encore aux réseaux « mafieux » qui a fait du terrorisme l'occasion de nouvelles affaires rentables.

L'habillage idéologique ou religieux est plus ou moins décisif, déterminant selon les cas : entre les massacres de *Charlie*, ceux de l'hypercashier, ceux du Bataclan, de Nice ou l'agression des passagers d'un train en Bavière, les motivations ne sont pas les mêmes. Daesh « ramasse » tout, cela sert son

entreprise de déstabilisation de l'Occident en frappant le « ventre mou » de l'Europe, en espérant ainsi favoriser les tensions intercommunautaires. C'est l'appel à la guerre civile lancé par Abu Musad Al Suri en 2005 : appel à la résistance islamiste mondiale mobilisant toutes les populations musulmanes afin de frapper les juifs, les occidentaux, les apostats, là où ils se trouvent.

À partir de ce moment-là, tout crime, tout meurtre qui pourrait être « marqué » par un signe d'appartenance communautaire, se voit recyclé comme « combustible » *made in* Daesh. Cela fait partie de la stratégie de ce groupe et de sa propagande. Nous risquons de valider leur campagne de terreur en donnant une unité et une consistance à des myriades d'actions plus ou moins inspirées par le terrorisme djihadiste.

En déclarant d'emblée que le tueur de Nice était relié à Daesh, François Hollande a donc commis une erreur ?

Les déclarations de François Hollande (et de sa suite), au moment de l'horreur niçoise, me sont apparues prématurées et dangereuses. Hollande pourrait tomber à pieds joints dans le piège tendu par Daesh : d'abord en relayant et en validant une propagande qui veut que tout meurtre de masse soit le fruit de l'embrigadement de l'organisation terroriste. La radicalisation d'une personnalité apparemment aussi trouble que celle du tueur de Nice, ses addictions et ses violences, sa bisexualité et son alcoolisme solubles en peu de temps dans le « radicalisme religieux » au service d'un « terrorisme de proximité », me laissent perplexes.

Ensuite, en annonçant que les frappes sur le terrain extérieur allaient redoubler, Hollande donne du grain à moudre à tous ceux qui veulent se venger de l'arrogance occidentale, des pratiques de maintien de l'ordre des anciens colonisateurs. Il valide le discours de propagande des salafistes qui ont suivi la voie du djihad. Qu'un président soit, en son âme et conscience politiques, appelé à ordonner des opérations militaires, pourquoi pas... Il devra rendre des comptes de sa décision au parlement et au peuple. Mais, qu'il l'annonce comme cela, dans un effet d'annonce en réaction aux crimes de masse, ça ne me semble ni politique, ni productif.

Qu'avez-vous pensé de la réaction des (autres) politiques ?

Il est normal qu'en tant que victime, parent de victime, vox populi, nous soyons submergés par la haine, le désir de vengeance, la douleur et la violence d'une tristesse infinie qui nous donne des envies de meurtres et de vengeances. C'est autre chose que les politiques aillent dans ce sens de l'émotion immédiate.

Tous les politiques, et les déclarations de l'opposition, à quelques exceptions près, ne se sont pas davantage montrés à la hauteur. Les morts, les victimes et leurs familles, méritaient mieux. C'est encore auprès du peuple, de ceux qui ont été là, anonymes, discrets, humains, qu'ils ont trouvé le langage, la présence, l'amour dont ils avaient besoin. La star académisation des criminels (je suis d'accord avec la proposition de mon collègue et ami, Fethi Benslama, dans *Le Monde*, d'« anonymiser » davantage les auteurs des meurtres de masse, ou du moins d'éviter de les rendre « célèbres ») et toutes les manifestations spectaculaires sont déplacées. Elles vont dans le sens de l'ennemi, si ennemi il y a derrière chacun de ses meurtres.

Alors, soyons prudent : Daesh essaiera de récupérer tout meurtre qui participerait, à plus ou moins grande distance, à son projet et nourrit sa propagande, ceux qu'il a organisés, ceux qu'il a inspirés... et les autres. Ne lui servons pas la soupe.

Il me vient aussi une analogie que je vous livre : au cours de la schizophrénie, il y a l'apparition, parfois, d'un délire, celui de la « machine à influencer ». C'est-à-dire la conviction délirante chez le

patient que ce qui se passe dans son corps (sensations, éruptions, douleurs, érections...) est « fabriqué » par une machine que manipulent des persécuteurs pour le faire souffrir. L'émergence de ce type de délire s'est souvent enrichi des découvertes technologiques, et leur sont parfois contemporaines. Dans ce cas-là, va-t-on accuser la machine ou la maladie mentale ?

L'idéologie est bien souvent une « machinerie » qui permet à beaucoup de monde de « fonctionner », et de combler le vide de l'existence. Il ne suffit pas de supprimer les « machines » pour faire disparaître l'usage que nous en faisons. Mais il y a des machines plus dangereuses que d'autres, c'est celles dont nous devons nous préoccuper en priorité pour savoir quels besoins les ont fait naître, et pourquoi c'est aujourd'hui qu'elles trouvent un « personnel » pour les faire tourner.

Alors que faire ?

Traiter politiquement le problème, et pas en réagissant immédiatement à l'émotion. En allant dans la direction de l'émotion, de la *vox populi*, Hollande signe la démission du politique, et ça, c'est très grave. La politique, ce n'est pas suivre les vagues de l'opinion publique terrorisée, mais les éclairer, les aider à penser ces tragédies.

Pour cela, il faut laisser le temps de l'enquête et essayer de comprendre ce qui nous arrive. Même si Daesh revendique les attentats – à Nice ou encore en Bavière, avec ce garçon de 17 ans qui a agressé des gens dans un train avec une hache –, rien n'exclut que cela ne soit pas une revendication opportuniste. Daesh a tout intérêt à « ramasser » tous les crimes où peuvent exister, même *a minima*, des tensions intercommunautaires puisque cette lutte djihadiste d'un genre nouveau fait l'éloge d'une espèce de guerre civile à l'intérieur de l'Occident, et en particulier en Europe. C'est son fonds de commerce.

Daesh utilise les armes de l'adversaire : les médias, les vidéos, les sites des jeunes... C'est sa force, mais aussi sa faiblesse, puisque cela va conduire les terroristes à revendiquer des actes venant de personnalités peu « orthodoxes » et qui vont donc agir en contradiction avec les valeurs portées.

L'archipel « terroriste » tire sa force de son éparpillement, de sa mobilité, de son caractère protéiforme et opportuniste, mais dans le temps cela peut devenir sa faiblesse. Comme tout archipel, il risque la dispersion, la fragmentation, l'érosion. Allez expliquer aux populations martyrisées par Daesh – et parfois administrées avec rigueur et habileté, toujours avec opportunisme affairiste et cruauté extrême – qu'à Mossoul on passe les homosexuels par les balcons, et qu'à Nice on les transforme en « soldat » du « califat » ! Qu'écouter de la musique, c'est sacrilège à Raqqa et nécessaire aux « soldats » pour préparer la propagande d'embrigadement des jeunes !

Toutes les idéologies finissent par se discréditer du fait que leurs plus chauds responsables n'agissent pas comme ils disent, et ne disent pas comme ils agissent. Inutile d'en appeler à la raison pour « dé-radicaliser » (j'ai horreur de ce mot, faux-ami s'il en est !) ... Il faut montrer, et montrer encore les contradictions. Et ne pas oublier, comme disait Marx, qu'« être radical c'est prendre les choses à la racine ». Alors, soyons radicaux !!

Vous avez parlé de « théofascisme » pour désigner Daesh, que voulez-vous dire par là ?

C'est la thèse que je défends avec force : je crois que les théofascismes sont les monstres que nous avons fabriqués. Notre modèle de civilisation est aujourd'hui en panne. La bonne nouvelle, c'est que la vision néolibérale de l'humain est agonisante, moralement ruinée, qu'elle n'est plus crédible. La mauvaise nouvelle, c'est que son agonie dure. C'est la définition que Gramsci donnait de la « crise » : « c'est quand le vieux monde est en train de mourir, et que le nouveau monde tarde à naître. Dans ce clair-obscur, naissent les monstres ». Nous y sommes.

L'idéologie néolibérale d'un homme « entrepreneurial » universel, guidé par sa raison technique et son intérêt économique, régulé par le marché et le droit occidental mondialisé, ne fait plus recette auprès des masses. Ce vieux monde les a appauvries et les fait souffrir tous les jours davantage. Ce néolibéralisme ne se maintient que par les structures institutionnelles de pouvoir, que par les affaires interconnectées de manière systémique, par les politiques des gouvernements acquis à cette cause. Mais les peuples n'en veulent plus.

Comme à la fin du XIX^e siècle, comme dans l'entre-deux-guerres, aujourd'hui renaissent des « mouvements » de masse, nationalistes, populistes, racistes... qui cherchent désespérément une alternative au monde « libéral-universel des droits de l'homme-du progrès-de la raison » de cette « religion du marché » aux rites de laquelle on soumet les citoyens et les peuples. Mais ils n'en veulent plus.

Nous sommes gouvernés aujourd'hui, comme le disait Camus, par des machines et des fantômes. Dans ce clair-obscur, surgissent toutes les angoisses.angoisses du chaos, de l'anéantissement réciproque, des incendies universels. Surgissent toutes les misères aussi, économiques, symboliques, du déclassé, de l'invisibilité. Enfin, toutes les passions enfantées par la haine et la peur. Là où Hollande a raison, c'est qu'il y a un risque de dislocation. Pas seulement de la société française, mais de plusieurs régions du monde, et en particulier de l'Europe. C'est de ces failles, sismiques, qu'émergent Daesh, les populismes, les racismes, le FN et consorts...

Vous les mettez tous sur le même plan ?

On voit émerger des mouvements violents, habillés de religion ou de marqueurs communautaires ou ethniques, qui captent la colère et le désespoir des masses face à cette crise de gestion néolibérale du monde. C'est, à la fois, une crise des pratiques néolibérales qui vivent sur une économie subprime, et des valeurs désormais en chute libre d'un capitalisme heureux. Les gens ne sont plus « croyants » de cette « religion de marché », et on leur demande de demeurer « pratiquants », et d'accepter de souffrir l'austérité pour mériter le paradis promis par la technocratie. Résultat : vous avez le Brexit, dont ceux-là mêmes qui l'ont promu, ne savent plus quoi faire !

J'ai souvent dit que cette émergence des théofascismes pouvait ressembler à ce qui avait pu se passer à la fin du XIX^e siècle et au milieu des années 1920-1930, avec l'émergence des fascismes, du nazisme, des totalitarismes, lorsque, face à la crise des valeurs et des pratiques libérales, les masses se sont trouvées confrontées à une situation politique sans solution politique possible.

À ce moment-là aussi, face aux masses désœuvrées et esseulées, des mouvements de masse ont émergé, portés par des minorités audacieuses, violentes, organisées, capables, au nom du nationalisme, du racisme, des valeurs populistes les plus débridées, de contrôler et d'encadrer des individus déboussolés, des individus de masse. Dans ce qu'Hannah Arendt nomme le « désert », tout ce qui pouvait relier les humains entre eux - la religion, la politique, la culture, l'amitié -, se voyait menacé par les crises, économiques et symboliques.

Dans ce vide, différent et relatif selon les époques, bien sûr, l'angoisse de l'avenir et du devenir conduisait à chercher des repères et des identifications fusionnelles aux camarades des partis que les appareils organisaient de manière habile et drastique. Ces révolutions conservatrices sont nées des contradictions entre les belles idées libérales issues des Lumières (croyance dans la raison critique et le progrès, émancipation par le commerce, réduction de la misère par la technique et l'industrie...) et les pratiques des gouvernements « libéraux » bourgeois (les inégalités sociales, l'inféodation au commerce, le chômage de masse, la désaffiliation des individus de leurs liens familiaux...).

On l'a vu de manière éclatante avec l'ère Sarkozy !

La logique sécuritaire néolibérale portée notamment par Nicolas Sarkozy – qui a beau jeu désormais de trouver à redire sur la politique de sécurité actuelle ! – a elle-même cassé les effectifs de sécurité (gendarmerie, armée, police). Voilà des larmes de crocodile de nos conservateurs qui ont exigé la casse des services publics qui assuraient, en réalité, la sécurité autrement que de manière sécuritaire.

En maintenant et en fabriquant le lien social, ce lien qui produit un sentiment de sécurité très important – on voit bien comment en jouant sur les émotions, la peur, on risque de faire basculer la démocratie vers n'importe quel ordre autoritaire et totalitaire – on produit une sécurité réelle. À partir du moment où les gens sont ensemble, sont bien soignés, sont éduqués, sont accueillis, bref où on les aide à vivre ensemble par les services publics, il y a un terreau de la sécurité que le paradigme de la logique d'austérité et du modèle de l'homme économique ont détruit toutes ces dernières années.

Il faudra aussi faire ce bilan, et savoir combien de vies gâchées a pu produire cette austérité dont les Européens ne veulent plus. À s'obstiner dans cette technocratie qui place les citoyens et les peuples sous curatelle technico-financière, les politiques jouent la politique du pire, celle de Daesh, comme celle des extrêmes droites, et finiront par être eux-mêmes emportés par les monstres qu'ils ont créés.

Une piste de résolution serait donc de changer le système économique-politique ?

Oui, sauf qu'il n'y a pas de résolution immédiate. On n'a pas de kit pour changer de civilisation. Là encore, nous cherchons toujours trop vite des solutions face à des problèmes multidimensionnels qui ont une temporalité complexe. Il faut envisager des mesures avec des temporalités différenciées : peut-être que les mesures sécuritaires sont nécessaires, je ne sais pas, je ne prendrai jamais le risque de les dire inutiles simplement par choix idéologique.

La situation est grave, beaucoup plus qu'on ne le dit. Mais je suis sûr d'une chose, c'est que ces mesures de surveillance sont insuffisantes. Cela ne suffira pas, si ces mesures ne sont pas accompagnées d'autre chose, de mesures authentiquement politiques, sociales et culturelles. À demeurer au seul niveau de la veille et de la protection sécuritaires, nous finirions par tomber dans le piège de notre ennemi en changeant insidieusement de civilisation et de manières de vivre.

Et puis il ne faut pas que Daesh nous cache les autres périls : la montée du FN, la tentation des extrêmes, le repli frileux sur nous-même. Et que le problème Daesh nous empêche de voir que la question majeure, c'est que nous n'arrivons pas à trouver d'alternative politique qui nous permette de transformer les frustrations et les colères des citoyens en force politique.

La gauche en est-elle aujourd'hui capable ?

Pour l'instant non. Elle n'est pas capable d'offrir un projet politique crédible à des masses en colère et désespérées. A nouveau, nous nous trouvons devant une crise politique que paradoxalement nos institutions et nos politiques se refusent à traiter par des mesures politiques, qu'elles abordent comme des problèmes techniques sans changer de logiciel. Résultat des courses : en empêchant le traitement politique d'une crise politique, on précipite le peuple dans les bras de tous ceux qui ressemblent à du politique parce qu'ils sont anti-système !

Comparaison n'est pas raison, mais cette situation ressemble à s'y méprendre à ce que Simone Weil décrivait de la situation en Allemagne en 1932-33. Les masses vont chercher ailleurs que dans les

partis traditionnels des démocraties libérales des points d'appui pour s'extraire de leur désespoir. Que ce soit dans la notion de communauté religieuse ou ethnique ou autre, la renaissance politique de ces notions s'explique par les failles du système qui conduiront, à terme, à sa dislocation.

La question du politique nous revient donc paradoxalement par le religieux...

Oui, alors même qu'à certaines périodes de notre histoire, il en était le repoussoir. C'est sur les ruines des nationalismes du monde arabo-musulman que renaissent les islamismes politiques et terroristes qu'il ne faut surtout pas confondre et amalgamer. Il y a tout un travail généalogique et archéologique à faire de ce côté-là, dont je précise, une fois encore, qu'il ne saurait épuiser les racines des terrorismes actuels.

Mais, ce qui me paraît intéressant, c'est de remarquer que, faute d'idéologies politiques identifiables, le motif religieux fait l'affaire pour nombre de propagandes « par l'acte », comme on le disait naguère des anarchistes. Les idéologies avaient eu tendance à remplacer les religions, aujourd'hui les motifs religieux tendent à recouvrir des idéologies. Mais les pratiques tendent à se maintenir, c'est toujours violence contre conscience, humanisme contre barbarie, Lumières contre ténèbres... mais, le clair-obscur brouille les pistes. On cherche désespérément le soleil !

Notre travail consiste donc à démasquer la question politique qui se cache derrière le religieux, le communautaire. Et ensuite, s'en saisir à bras-le-corps. Ce qui veut dire qu'il faut signer l'acte de décès du néolibéralisme, en urgence, en état d'urgence. Qu'il faut absolument, par exemple, reconsidérer la fonction sociale de l'art comme du soin ou de l'éducation ou de la justice, et la fonction politique de la culture et de l'information. Il y a eu le « pacte de stabilité », puis « le pacte de sécurité », il faut aujourd'hui « le pacte d'humanité », et à la manière de Zweig approcher la liberté moins comme une habitude que comme « un bien sacré ».

Concrètement, cela implique, par exemple, de favoriser la « fraternité européenne » en cassant la technocratie de Bruxelles et ses traités qui mettent les peuples en concurrence et en servitude. Il faut une « désintoxication morale de l'Europe » disait Zweig. Au risque de désespérer les peuples qui la composent. Si nos gouvernements ne sont pas capables de mettre un terme à cette technocratie, on verra monter l'extrême droite en Europe, et les théocraties ailleurs dans le monde.

Comment cela se fait-il que les politiques soient si inopérants ?

Aujourd'hui, le politique a déserté la spécificité de son champ. Hier, il l'a fait au profit de la religion du marché. Aujourd'hui, il le fait au profit d'une société du spectacle. Les hommes politiques essaient de vendre dans leurs discours des produits qui leur permettent d'acquérir un maximum de parts de marché de l'opinion publique. Faisant cela, ils aggravent la crise. Ils ne sont pas crédibles. Ils « gèrent » les opinions et maintiennent, sans les contrebalancer, les pouvoirs des oligarques de l'économie.

Après l'émotion terrible de cette semaine, comment voulez-vous que nous puissions croire autant le gouvernement que son opposition ? Il nous manque une parole politique, authentique, qui puisse faire un projet alternatif à la myriade de mouvements autoritaires, extrémistes, terroristes. Bref, il manque une parole politique consistante qui puisse contrer la propagande des monstres nés de la crise. Il nous faut un discours vrai, le feu sacré du politique, qui enthousiasme et donne envie de se battre autant que de rêver, de s'aimer autant que de s'opposer sans se détruire.

Et sinon ?

La suite a déjà eu lieu : on a déjà vu dans l'histoire, à la fin du XIX^e siècle, entre 1885 et 1914,

l'émergence de mouvements nationalistes, populistes, antisémites en France et en Europe. Ils poussaient sur le reflux des valeurs des Lumières, du progrès, du rationalisme. Le déclin de ces valeurs du libéralisme philosophique favorise l'émergence de monstres politiques, comme le fascisme et le nazisme.

La philosophe Simone Weil explique qu'en 1932-33, l'Allemagne s'est trouvée face à une crise politique terrible, et qu'on a interdit aux gens de résoudre cette crise. Aujourd'hui, c'est moins l'interdiction que l'empêchement. La censure est indirecte, insidieuse, mais elle existe : nos logiciels inhibent la capacité politique d'inventer des alternatives. Dans les années 1930, l'alternative monstrueuse politique a été Hitler et les fascismes... Aujourd'hui, on a quelque chose d'analogue avec Daesh : une propagande incohérente, un « attrape-tout » idéologique, des sentiments confus, une rhapsodie qui joue sur toutes les partitions de frustration et de mécontentement.

Peut-on vraiment faire l'analogie entre Hitler et Daesh ?

Ce qu'a fait Hitler, en encadrant les masses, en leur donnant des boucs émissaires face à leurs sentiments de colère et d'humiliation, c'est de leur donner des raisons fallacieuses de vivre et de mourir pour des illusions de pacotille. Il n'empêche que des forces, même minoritaires, surgies des ténèbres, peuvent apporter la violence et l'anéantissement. Aucune, ou presque, des mesures sociales promises par les nazis, n'ont été tenues, le régime de propriété et les oligarchies industrielles et financières se sont maintenues et accrues. Les classes sociales qui avaient cru éviter le déclin, ont été cocufiées. Il y a eu des millions de morts, une nouvelle industrie de la terreur qui a rendu plus que jamais l'humain superflu et obsolète, matière première des techniques de production. Après la guerre, un vent humaniste a soufflé. Il est retombé. Aujourd'hui, de nouveau on entend la colère et le désespoir des opprimés. On finira par éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne nous versent pas de dividendes, aimait à rappeler mon ami Bernard Maris, en citant John Keynes. Jusqu'à quand laisserons-nous faire ?

Sur quoi peut-on se fonder pour envisager une autre politique ?

Cela ne peut se fonder que sur la réinvention de l'humanisme. Une posture éthico-politique, qui vise à faire « l'ontologie du présent », comme le dit Michel Foucault, pour essayer de voir ce qui, dans ce présent, brille comme un danger que l'histoire peut éclairer. C'est ce défi de la modernité que nous avons à relever : replacer l'humain au centre, de manière concrète, particulière, pas de manière universelle, réduit à la monotonie, pas de manière homogénéisée.

Il faut relire aujourd'hui Stefan Zweig, notamment son livre sur *Le Brésil, terre d'avenir*, où il explique comment la création d'une culture peut naître de la créolisation de l'ensemble des particularités culturelles qui la composent. C'est l'hétérogène qui rend fort. La création d'une véritable identité culturelle passe par le creuset d'une culture qui fait fondre ensemble - par des alliages subtils -, bien des composants humains.

Le politique, c'est à cette pluralité qu'il a à se confronter, pas parce qu'il en a besoin comme « forces de travail » à exploiter, mais parce que c'est ainsi que se crée un peuple, sa force et son histoire. Il faut faire passer le message de la désintoxication morale de l'Europe, qui doit passer par la République des Lettres, par la fraternité des cultures, des échanges, des expériences sensibles.

Zweig dit qu'on devrait enseigner à chaque nation son histoire, moins celle de ses conflits avec les autres nations, mais bien plutôt ce que chacune d'entre elles doit aux autres pour être aujourd'hui ce qu'elle est. Il s'agirait moins d'enseigner nos victoires et nos défaites, que nos dettes aux autres cultures. C'est en nous appropriant à notre manière singulière ce que les autres nous ont apporté que nous nous sommes créés, que nous avons, comme l'écrivait Camus, « donné une forme à notre

destin ».

Interview de Roland Gori par Pauline Grauelle

P.-S.

* Politis, 21 juillet 2016 :

<http://www.politis.fr/articles/2016/07/daesh-nous-empeche-de-voir-que-la-question-majeure-est-politique-35183/>

* Roland Gori est psychanalyste et professeur émérite de psycho-pathologie clinique à l'université d'Aix-Marseille. En janvier 2009, il a initié l'Appel des appels - une coordination de mouvements issus des secteurs du soin, de la recherche, de l'éducation, du travail social, de la culture... - dont le but est de fédérer une multitude d'acteurs critiquant l'idéologie néolibérale et ses conséquences sur les services publics notamment.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence : L'Appel des appels. Pour une insurrection des consciences, Paris, Mille et Une Nuits-Fayard, 2009 ; La Fabrique des imposteurs, Les Liens qui Libèrent, 2013 ; et, plus récemment, L'Individu ingouvernable, Les Liens qui Libèrent, 2015.